5-2307/2 (Sénat)
53-3083/002 (Chambre)

Sénat et Chambre des représentants de Belgique

SESSION DE 2013-2014

20 NOVEMBRE 2013

Résultats du Conseil européen des chefs d'États ou de gouvernement du jeudi 24 et vendredi 25 octobre 2013 à Bruxelles

RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

PAR

MM. **MAHOUX** (S) ET **FLAHAUT** (CH)

Voir :

Documents du Sénat :

5-2307 - 2013/2014 :

N° 1 : Rapport.

Voir aussi :

Documents de la Chambre des représentants :

53-2083 - 2013/2014 :

N° 1 : Rapport.

5-2307/2 (Senaat)
53-3083/002 (Kamer)

Belgische Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers

ZITTING 2013-2014

20 NOVEMBER 2013

Resultaten van de Europese Raad van Staatshoofden en regeringsleiders van donderdag 24 en vrijdag 25 oktober 2013 te Brussel

VERSLAG

NAMENS HET FEDERAAL ADVIESCOMITÉ VOOR DE EUROPESE AANGELEGENHEDEN UITGEBRACHT DOOR

DE HEREN **MAHOUX** (S) EN **FLAHAUT** (K)

Zie :

Stukken van de Senaat :

5-2307 - 2013/2014 :

Nr. 1 : Verslag.

Zie ook :

Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

53-2083 - 2013/2014 :

Nr. 1 : Verslag.

Composition du Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes /
Samenstelling van het Federaal adviescomité voor de Europese Aangelegenheden :

Présidents / Voorzitters : Philippe Mahoux (S) et/en André Flahaut (Ch/K).

SÉNAT / SENAAT

	Membres / Vaste leden :	**Suppléants / Plaatsvervangers :**
N-VA	Patrick De Groote, Sabine Vermeulen.	Frank Boogaerts, Huub Broers.
PS	Philippe Mahoux, Olga Zrihen.	Marie Arena, Hassan Bousetta.
MR	Richard Miller.	Jacques Brotchi.
CD&V	Etienne Schouppe.	Cindy Franssen.
sp.a	Fauzaya Talhaoui.	Bert Anciaux.
Open Vld	Martine Taelman.	Rik Daems.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.	Yves Buysse.
Écolo	Benoit Hellings.	Cécile Thibaut.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS / KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

	Membres / Vaste leden :	**Suppléants / Plaatsvervangers :**
N-VA	Daphné Dumery, Peter Luyckx.	Ingeborg De Meulemeester, Els Demol.
PS	André Flahaut.	Jean-Marc Delizée, Christiane Vienne.
MR	Denis Ducarme.	Philippe Collard, Jacqueline Galant.
CD&V	Steven Vanackere.	Jenne De Potter, Roel Deseyn.
sp.a	Bruno Tuybens.	Caroline Gennez, Dirk Van der Maelen.
Open Vld	Herman De Croo.	Patrick Dewael, Gwendolyn Rutten.
Vlaams Belang	Bruno Valkeniers.	Alexandra Colen, Rita De Bont.
Écolo-Groen !	Juliette Boulet.	Eva Brems, Thérèse Snoy et d'Oppuers.

PARLEMENT EUROPÉEN / EUROPEES PARLEMENT

	Membres / Vaste leden :	**Suppléants / Plaatsvervangers :**
CD&V	Ivo Belet, Jean-Luc Dehaene.	Marianne Thyssen.
PS	Véronique De Keyser.	Frédéric Daerden, Marc Tarabella.
sp.a	Kathleen Van Brempt.	Saïd El Khadraoui.
MR	Louis Michel	Frédérique Ries.
cdH	Anne Delvaux.	Mathieu Grosch.
VB	Philip Claeys.	N.
Open Vld	Philippe De Backer.	Annemie Neyts-Uyttebroeck, Guy Verhofstadt.
Ecolo-Groen	Isabelle Durant, Bart Staes.	Philippe Lamberts.

DÉBRIEFING DU SOMMET EUROPÉEN DES 24 ET 25 OCTOBRE 2013

Le Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes s'est réuni le mercredi 20 novembre 2013 au Sénat avec le premier ministre, M. Elio Di Rupo, afin de discuter des résultats du Conseil européen.

A. Exposé introductif du premier ministre

1. Économie numérique

L'économie numérique était le thème phare de ce Conseil européen. Il s'agit du deuxième thème à l'honneur dans le cadre d'une série de trois Conseils européens organisés sur des thèmes spécifiques. En mai, un Conseil européen a eu lieu sur le thème de l'énergie, et un autre Conseil sera organisé en décembre en matière de défense. Ce Conseil doit préparer le Conseil européen de février 2014, qui se penchera sur la compétitivité et la politique industrielle.

Il apparaît de plus en plus clairement qu'il est nécessaire de préserver l'économie industrielle, dans le cadre non seulement de la création d'emplois et du développement économique mais également du maintien de la position de l'Europe dans le monde. Une politique commune doit dès lors être menée, idée qui semble désormais acquise dans de nombreux États membres.

Le Benelux a passé cette politique industrielle sous la loupe et formulé à ce propos les deux observations fondamentales suivantes : le consommateur doit bénéficier d'une protection accrue et la coopération doit avoir lieu dans une stricte neutralité.

2. Services de sécurité américains

Le scandale des écoutes pratiquées par les services de sécurité américains a dominé les débats du Conseil européen. Une déclaration reconnaissant et partageant les préoccupations des citoyens européens a été déposée. Il a également été pris acte du fait que la France et l'Allemagne allaient mener des pourparlers bilatéraux avec les États-Unis. La Belgique a exprimé l'ambition de leur emboîter le pas en la matière.

Le Conseil a également décidé d'approuver la directive relative à la cybercriminalité. Il convient en outre d'instaurer un cadre général strict en matière de protection des données. D'ici à 2015, le paquet législatif à l'examen pourra être approuvé. La Belgique a souligné à cet égard que cela devra aussi garantir une bonne protection des données relatives à la santé

DEBRIEFING VAN DE EUROPESE RAAD VAN 24 EN 25 OKTOBER 2013

Het Federaal Adviescomité voor de Europese aangelegenheden vergaderde op woensdag 20 november 2013 in de Senaat met de eerste minister, de h. Elio Di Rupo, betreffende de resultaten van de Europese Raad.

A. Inleidende uiteenzetting door de eerste minister

1. Digitale economie

Het voornaamste thema tijdens deze Europese Raad was de digitale economie. Dit is een tweede aspect van een drieluik van Europese Raden georganiseerd rond bepaalde thema's. In mei was er de Raad rond energie, in december volgt nog een specifieke Europese Top rond defensie. Deze raad diende ter voorbereiding van de Europese Raad van februari 2014 die zal handelen rond concurrentievermogen en industrieel beleid.

Het is meer en meer duidelijk dat het vrijwaren van de industriële economie noodzakelijk is, niet enkel voor jobcreatie of economische ontwikkeling, maar ook voor het behoud van de positie van Europa in de wereld. Een gemeenschappelijk beleid is dan ook noodzakelijk, een idee dat in vele lidstaten thans verworven lijkt.

De Benelux heeft dit industrieel beleid onder de loep genomen, en heeft daarbij twee fundamentele opmerkingen : de consument moet een grotere bescherming blijven krijgen, en de samenwerking dient in strikte neutraliteit te gebeuren.

2. Amerikaanse veiligheidsdiensten

Het schandaal van de afluisterpraktijken van de Amerikaanse veiligheidsdiensten beheerste de debatten tijdens de Europese Raad. Er is een verklaring afgelegd dat de zorgen van de Europese burgers erkent en deelt. Tevens is akte genomen van het feit dat Frankrijk en Duitsland bilaterale gesprekken zullen aanknopen met de Verenigde Staten. België heeft de ambitie geuit zich hierbij aan te sluiten.

De Raad heeft ook beslist om de richtlijn inzake cyberveiligheid goed te keuren. Daarnaast moet een strak algemeen kader inzake databeveiliging worden ingesteld. Tegen 2015 zal het voorliggende wetgevend pakket kunnen worden goedgekeurd. België heeft hierbij de opmerking gemaakt dat dit ook een goede bescherming van de volksgezondheidsgegevens en

publique ainsi qu'une organisation efficace des soins de santé.

3. Cadre socioéconomique

Le Conseil européen a approuvé la garantie jeunes, qui prévoit qu'un jeune qui quitte l'école ou qui perd un emploi doit se voir offrir un nouvel emploi, une formation ou un stage dans un délai de quatre mois. La Belgique peut disposer pour ce faire d'un budget de 120 millions d'euros et doit élaborer un programme national en la matière d'ici au 13 décembre 2013. Il s'agit en l'occurrence d'un programme axé sur l'intensification des activités des agences pour l'emploi.

Un deuxième point important concerne la dérégulation du secteur socioéconomique. Il est clair que les réglementations qui sont obsolètes ou qui grèvent la politique d'une charge trop lourde doivent être abrogées. Il ne faut cependant pas tomber dans une dérégulation aveugle. L'UE n'est pas synonyme d'une réduction de la réglementation. Une bonne réglementation doit être maintenue, laquelle doit veiller à la protection de la santé, des travailleurs, des consommateurs et de l'environnement.

La proposition de la Commission européenne relative à la définition de la dimension sociale de l'UE a reçu un accueil favorable. L'objectif est d'informer les États membres sur la situation sociale à l'aide d'indicateurs relatifs notamment au chômage, au chômage des jeunes, au nombre de jeunes qui ne sont pas aux études et qui ne travaillent pas, au risque de pauvreté et à l'inégalité des revenus. En ce qui concerne la finalité de cet exercice, la Belgique entend aller plus loin afin d'élaborer et d'éprouver sur cette base une politique concrète.

4. Approfondissement de l'Union économique et monétaire

Les priorités de la Belgique dans le cadre de l'UEM demeurent la création d'une union bancaire, basée sur un mécanisme commun de résolution et de garantie et la possibilité d'une recapitalisation directe des banques. Cela doit éventuellement pouvoir se faire par le biais du mécanisme de solidarité européen.

Il faut poursuivre dans la voie du renforcement de la convergence économique entre les États membres de la zone euro, surtout en ce qui concerne la fiscalité, l'innovation et la politique énergétique. À cet égard, il faut aussi renforcer le contrôle démocratique et le dialogue avec les partenaires sociaux. La stratégie « Europe 2020 » joue en l'espèce un rôle essentiel.

À cet égard, il est inquiétant de constater que de nombreux États membres considèrent le concept de protection sociale comme quelque chose de facultatif.

een efficiënte organisatie van de gezondheidszorg moet garanderen.

3. Sociaal en economisch kader

De Europese Raad heeft de zogenaamde jeugdgarantie goedgekeurd, hetgeen inhoudt dat een jongere die de school verlaat of een job verliest, binnen de 4 maanden een nieuwe job, opleiding of stage moet krijgen. België mag hiervoor beschikken over 120 miljoen euro en dient hierover een nationaal programma op te stellen tegen 13 december 2013. Dit programma is gericht op het intensifiëren van de werkzaamheden van de arbeidsbemiddelingsbureaus.

Een tweede belangrijk punt betreft de deregulering van de sociale en economische sector. Het is duidelijk dat reglementeringen die verouderd zijn of een te zware last zijn voor het beleid, opgeheven moeten worden. Men mag echter niet blind dereguleren. De EU is niet gelijk aan minder regelgeving. Goede regelgeving moet blijven bestaan. Deze moet de bescherming van de gezondheid, de werknemers, consumenten en het milieu ter harte nemen.

Het voorstel van de Europese Commissie betreffende de definiëring van de sociale dimensie in de EU, werd positief onthaald. Bedoeling is om aan de hand van indicatoren als de werkloosheid, jeugdwerkloosheid, aantal jongeren die werken noch studeren, het gemiddeld gezinsinkomen, het risico op armoede en de ongelijkheid van inkomsten, de lidstaten te informeren over de sociale situatie. België wil wat de finaliteit van deze oefening betreft, verder gaan en er een concreet beleid op stoelen en aan toetsen.

4. Uitdieping van de economische en monetaire unie

De Belgische prioriteiten in het kader van de EMU blijven de creatie van een bankenunie, met een gemeenschappelijk afwikkelings- en garantiemechanisme en de mogelijkheid om rechtstreeks de banken te herkapitaliseren. Eventueel moet dit kunnen via het Europees solidariteitsmechanisme.

De versterking van de economische convergentie tussen de lidstaten in de eurozone dient voort te gaan, vooral op het vlak van belastingen, innovatie en energiebeleid. Hierbij moet ook de democratische controle en de dialoog met de sociale partners worden uitgediept. Centraal hierbij is de « Europa 2020 » — strategie.

In dit kader is het verontrustend dat vele lidstaten het concept van sociale bescherming eerder facultatief noemen. In Europa en zeker in de eurozone zou

La Belgique estime qu'il faudrait obligatoirement un système commun de protection sociale en Europe et, en particulier, dans la zone euro.

5. Partenariat oriental

Le sommet du Partenariat oriental se tiendra les 28 et 29 novembre à Vilnius, en Lituanie. L'UE y rencontrera six partenaires orientaux, mais il n'y sera nullement question de négociations d'adhésion. Les discussions porteront en effet sur l'instauration d'un espace commun pour la démocratie, la prospérité et la stabilité, sur la base de valeurs communes comme l'État de droit, les droits de l'homme, etc.

L'Ukraine constitue un bel exemple à cet égard. Un accord de coopération est possible, mais il y a encore du chemin à faire. De surcroît, il y a l'énorme pression exercée par la Russie afin de stopper ce processus. Il y a peu, l'Arménie a cédé à cette pression dans le cadre de la conclusion d'un accord d'union douanière avec la Russie.

6. Migration illégale

Le Conseil européen veut mettre tout en œuvre afin d'éviter que des tragédies comme celle de Lampedusa se reproduisent. On renforcera les contrôles aux frontières et on s'attaquera aussi à la cause plus profonde de ces migrations, notamment par l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de la coopération au développement.

En décembre, la Commission européenne devra faire rapport sur les travaux de la « *Task Force* » pour la Méditerranée. En juin 2014, le Conseil européen devra proposer des orientations stratégiques en vue de créer un véritable espace de paix, de sécurité et de coopération au sein de l'UE.

B. Échange de vues

M. Philippe Mahoux, président du Comité d'avis fédéral chargé des Questions européennes, se réjouit de l'inscription du dialogue avec les partenaires sociaux à l'agenda du Conseil européen. Cela n'est malheureusement pas souvent le cas.

Il est bon de sonder la situation sociale et économique des États membres à intervalles fixes. Quelle est la fréquence de ces vérifications ? Le salaire minimum est un paramètre qui fait défaut. Il est important du point de vue de la lutte contre le dumping social.

volgens België een gemeenschappelijke sociale bescherming verplicht moeten zijn.

5. Oostelijk Partnerschap

De Top betreffende het Oostelijke Partnerschap zal doorgaan op 28 en 29 november in Vilnius, Litouwen. De EU zal er zijn 6 oostelijke partners ontmoeten. Dit mag niet verward worden met toetredingsonderhandelingen. Het betreft gesprekken over de instelling van een gemeenschappelijke ruimte voor democratie, welvaart en stabiliteit, gebaseerd op gemeenschappelijke waarden als de rechtstaat, mensenrechten, enz.

Oekraïne is een mooi voorbeeld in dit opzicht. Er is een samenwerkingsakkoord mogelijk, maar de weg is nog niet helemaal afgelegd. Daarenboven is er de enorme druk van Rusland om niet verder te gaan. Armenië is hier recent aan bezweken bij het sluiten van een akkoord over een douaneunie met Rusland.

6. Illegale migratie

De Europese Raad wil er alles aan doen om rampen zoals recent in Lampedusa te vermijden. De nadruk wordt gelegd op een versterking van de grenscontroles, maar ook de diepere oorzaak van deze migratiebewegingen zal worden aangepakt via ondermeer een efficiëntere en betere ontwikkelingssamenwerking.

De Europese Commissie zal in december verslag moeten uitbrengen van de werkzaamheden van de « *Task Force* » inzake de Middellandse Zee. In juni 2014 zal de Europese Raad dan met strategische oriëntaties moeten komen om een echte ruimte voor vrede, veiligheid en samenwerking in de EU te creëren.

B. Gedachtewisseling

De heer Philippe Mahoux, voorzitter van het Federaal Adviescomité voor de Europese aangelegenheden, verheugt er zich over dat de dialoog met de sociale partners op de agenda van de Europese Raad stond. Jammer genoeg is dit niet vaak het geval.

Wat de sociale en economische toestand van de lidstaten betreft, is het goed om deze op gezette tijdstippen te verifiëren. Wat is de frekwentie van deze onderzoeken ? Een parameter die er ontbreekt, is deze van het minimumsalaris. Deze parameter is belangrijk in het licht van de strijd tegen de sociale dumping.

Enfin, on peut se demander si la détention de Mme Timochenko aura un impact sur les négociations en vue de l'accord de partenariat avec l'Ukraine.

Mme Sabine Vermeulen, sénatrice, aborde de manière plus approfondie les partenariats avec les pays d'Europe de l'Est. Les tensions entre la Russie et l'Ukraine sont reparties à la hausse. La Russie s'oppose à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne et lui réclame à nouveau 1 milliard de dollars sous peine d'un embargo sur son approvisionnement en énergie. À l'opposé, l'Europe semble ne vouloir conclure aucun accord si aucune avancée ne peut être enregistrée quant au sort de Mme Timochenko. L'UE se prépare-t-elle à un nouveau conflit énergétique ? Quel est l'impact de ces négociations sur les relations entre l'UE et la Russie ?

Dans l'intervalle, de nouvelles élections ont eu lieu en Géorgie, qui ont amené au pouvoir un nouveau président anti-européen. Quelle est la position de l'UE en la matière ?

Enfin, il est frappant de constater que malgré la polémique née de l'espionnage américain à l'encontre de ses alliés, le Conseil européen décide de reporter à 2015 l'approbation des règles en matière de protection des données. Comment expliquer un tel report quand on sait qu'il s'agit d'un sujet brûlant tant pour le Benelux que pour le Conseil de l'Europe ?

Mme Marie Arena, sénatrice, se réjouit que l'on établisse enfin un lien entre deux thèmes que le Sénat juge également prioritaires : la fiscalité et les indicateurs sociaux. Il convient d'étudier comment la fiscalité pourrait contribuer à de meilleures prestations sociales au sein des États membres. Les indicateurs mentionnés sont indispensables pour procéder à cette étude. Le phénomène actuellement à la mode est celui du « *shopping fiscal* » : l'on privilégie les pays à fiscalité faible et l'on doit dès lors revoir la politique sociale à la baisse.

Un autre thème à la mode est la simplification fiscale, qu'il ne faut pas confondre avec la dérégulation. Les pouvoirs publics doivent régler certains aspects, mais ne peuvent pas compliquer inutilement la réglementation.

L'on ne peut que se réjouir que les 120 millions d'euros qui ont été mis de côté pour la garantie jeunes soient devenus une priorité au niveau européen.

Le Partenariat oriental est devenu une thématique à la mode. Quand le partenariat avec les pays du pourtour méditerranéen sera-t-il inscrit à l'agenda ? Pour l'Europe, cette région est au moins aussi importante que l'Est.

M. Benoît Hellings, sénateur, revient sur les propositions de réglementation en matière de protec-

Ten slotte is er nog de vraag of de toestand van mevr. Timosjenko en haar gevangenschap invloed zal hebben op de onderhandelingen voor het partnerschapsakkoord met Oekraïne.

Mevrouw Sabine Vermeulen, senator, gaat dieper in op de partnerschappen met de Oost-Europese landen. De spanningen tussen Rusland en Oekraïne lopen opnieuw hoog op. Rusland is tegenstander van een toenadering van Oekraïne tot de EU, en eist opnieuw 1 miljard dollar van Oekraïne met het dreigement de energiebevoorrading in het gedrang te brengen. Daartegenover staat dat Europa geen akkoord lijkt te willen sluiten zonder dat er iets verandert aan het lot van mevr. Timosjenko. Is de EU voorbereid op een nieuw energieconflict ? Welke invloed heeft dit alles op de relaties tussen de EU en Rusland ?

In Georgë vonden intussen nieuwe verkiezingen plaats die een nieuwe anti-Europese president aan de macht hebben gebracht. Wat is de positie van de EU hierin ?

Ten slotte is het opvallend dat de Europese Raad, ondanks de heisa die is ontstaan rond Amerikaans spionage bij de bondgenoten, beslist om de goedkeuring van de regels inzake databeveiliging uit te stellen tot 2015. Hoe is dit te verklaren als men weet dat dit zowel in de Benelux als in de Raad van Europa een « *hot issue* » is ?

Mevrouw Marie Arena, senator, is blij dat er eindelijk een link is gelegd tussen twee thema's die ook in de Senaat hoog op de agenda staan, zijnde de fiscaliteit en de sociale indicatoren. Men moet onderzoeken in hoeverre fiscaliteit kan bijdragen tot een betere sociale prestatie van de lidstaten. Om dit te onderzoeken zijn de vermelde indicatoren noodzakelijk. Het fenomeen van vandaag is er één van « *Fiscal Shopping* » : men gaat naar het land waar de fiscaliteit laag is, en men het sociaal beleid bijgevolg naar beneden toe moet corrigeren.

Een ander thema is de administratieve vereenvoudiging, hetgeen niet hetzelfde is als deregulering. De overheid moet een aantal zaken regelen, maar mag de regelgeving niet nodeloos complex maken.

Men kan zich enkel verheugen dat de 120 miljoen euro die voor de jeugdgarantie is opzij gezet, een prioriteit is geworden op Europees niveau.

Men spreekt vandaag veel over het Oosters Partnerschap. Wanneer zal het partnerschap met de landen rond de Middellandse Zee op de agenda komen ? Deze regio is minstens even belangrijk voor Europa als het oosten.

De heer Benoît Hellings, senator, komt terug op de voorstellen voor regelgeving inzake databeveiliging

tion des données, qui seraient finalisées en 2015. Dans le cadre des négociations en cours avec les États-Unis sur un nouvel accord de commerce, ne pourrait-on pas ajouter un chapitre sur la protection des données ? Et en cas de refus de la part des États-Unis, ne vaudrait-il pas mieux suspendre temporairement les négociations ?

Le premier ministre pourrait-il citer des exemples de mesures prises pour lutter contre le dumping social ? À cet égard, il serait également intéressant de savoir où en est l'examen de l'excédent commercial allemand par la Commission européenne. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il résulte de l'absence de certaines mesures sociales, comme l'instauration d'un salaire minimum, laquelle absence permet de maintenir les produits allemands à un prix trop bas.

Dans le cadre de la discussion sur le budget européen, des initiatives ont-elles été prises afin d'éviter qu'à chaque déficit, l'Union européenne se tourne vers les États membres dans l'espoir d'obtenir des moyens supplémentaires ?

Mme Olga Zrihen, sénatrice, demande si l'on a convenu d'un indicateur social qui examine le rôle et la situation de la femme sur le marché du travail. En effet, il y a de plus en plus de femmes parmi les figures dirigeantes de l'économie.

C. Réponses du premier ministre

1. Partenariat oriental

Le débat sur l'Ukraine a été particulièrement difficile durant le Conseil européen. Le premier ministre lituanien, qui préside actuellement le Conseil de l'UE, a confirmé que les négociations avec l'Ukraine sont déjà en cours depuis des semaines et qu'elles suivent un mouvement « *Stop and Go* ». L'Ukraine tergiverse entre la Russie et l'UE, et il faudra continuer à négocier jusqu'au sommet de Vilnius pour aboutir à des résultats.

Il n'a pas été question de la Géorgie. L'Ukraine a focalisé toute l'attention en raison de son importance géostratégique, notamment sur le plan de l'approvisionnement énergétique. Il est clair que les problèmes relatifs à l'approvisionnement en gaz par la Russie sont déterminants. Faire passer un pipeline par l'Ukraine est tout autre chose que de le faire passer par la Turquie. Ces deux dossiers sont extrêmement complexes, mais pas pour les mêmes raisons.

Il est évident que le problème réside surtout dans l'absence d'une Europe unie. S'il est encore question d'une certaine cohérence et d'une vision commune au sein du Parlement européen, grâce aux groupes politiques dont les membres proviennent de différents pays, ce n'est pas du tout le cas au Conseil, où l'on

die in 2015 zouden worden gefinaliseerd. Kan men in het kader van de onderhandelingen die thans gaande zijn met de Verenigde Staten over een nieuw handelsakkoord, geen hoofdstuk toevoegen aangaande databeveiliging ? En indien de VS dit niet wil, kan men dan niet beter de onderhandelingen tijdelijk schorsen ?

Kan de eerste minister voorbeelden geven van maatregelen die genomen zijn om de strijd tegen sociale dumping te voeren ? In dit opzicht is het ook interessant te weten hoe het staat met het onderzoek van de Europese Commissie naar de handelsbalans van Duitsland dat te positief is. Velen denken dat dit een gevolg is van het ontbreken van bepaalde sociale condities zoals een minimumloon, waardoor de Duitse producten te goedkoop zijn.

Zijn er in het kader van de discussie rond de Europese begroting initiatieven genomen om te vermijden dat de Europese Unie bij elk tekort naar de lidstaten moet lopen in de hoop extra geld te krijgen ?

Mevrouw Olga Zrihen, senator, vraagt of er een sociale indicator is overeengekomen die de rol en positie van de vrouw op de arbeidsmarkt bekijkt. Vrouwen zijn immers meer en meer leidende figuren in de economie.

C. Antwoord van de eerste minister

1. Oosters Partnerschap

Het debat over Oekraïne is bijzonder moeilijk verlopen tijdens de Europese Raad. De Litouwse eerste minister, huidig voorzitter van de Raad van de EU, bevestigde dat de onderhandelingen met Oekraïne al weken bezig zijn, en dat het volgens een « *Stop and Go* » beweging loopt. Oekraïne balanceert tussen Rusland en de EU en men zal moeten blijven onderhandelen tot de Top in Vilnius om tot resultaten te komen.

Over Georgië is niet gesproken. Oekraïne heeft alle aandacht naar zich toe getrokken omwille van het geostrategisch belang, ondermeer door de energiediscussie. Het is duidelijk dat de problemen rond de gasvoorziening door Rusland doorslaggevend zijn. Een pijplijn leggen door Oekraïne is een heel andere materie dan een pijplijn leggen door Turkije. Beide zijn enorm moeilijke dossiers, maar om verschillende redenen.

Het is duidelijk dat het grote probleem zich bevindt in het feit dat een eengemaakt Europa nog niet bestaat. In het Europees Parlement kan men nog spreken van enige samenhang en gemeenschappelijke visie via de politieke groepen samengesteld over de landsgrenzen heen. In de Raad is dit allerminst het geval en is het

observe plutôt une juxtaposition d'idées et de points de vue et où les grands pays ont chacun leur stratégie, indépendamment d'une éventuelle stratégie européenne commune. Dès lors, la discussion a souvent pour finalité de servir les intérêts des États membres, et non ceux de l'UE. On pourrait dire que le Benelux doit élaborer une vision commune, mais celle-ci ne fera pas (suffisamment) le poids face aux intérêts nationaux de l'Allemagne, de la France, de l'Italie ou du Royaume-Uni.

Les relations avec la Russie sont complexes. Il faut cependant les maintenir sur une base objective et saine, même si cela n'est évident avec le président Poutine. Il faut poursuivre le dialogue, même si la Russie ne fait guère preuve d'enthousiasme et cherche surtout à étendre sa sphère d'influence.

2. Salaires minimums

Cette problématique n'a pas été évoquée au cours du Conseil européen. Or, la question des salaires minimums est à l'ordre du jour, surtout dans les débats et les discussions menés en Allemagne.

3. Dumping social

Lors du sommet de Paris, le premier ministre a dénoncé avec virulence le dumping social en Europe. Il est inacceptable que les PME et les petits indépendants fassent faillite en grand nombre et que le chômage augmente en raison de l'afflux de travailleurs détachés et de faux indépendants en provenance de l'étranger, qui font ici de la concurrence déloyale parce qu'ils ne doivent pas payer de cotisations sociales ni respecter la législation sociale. Ce problème est particulièrement criant en Belgique, en France et aux Pays-Bas.

Le président de la Commission européenne a reconnu ce problème pour la première fois depuis longtemps et a dit explicitement qu'il fallait y trouver une solution tout en préservant la libre circulation des travailleurs.

Le gouvernement belge organisera un Conseil des ministres spécial à ce sujet au cours des prochaines semaines, afin d'examiner les propositions envisageables en la matière. Il est toutefois évident qu'une concurrence doit être possible, tant qu'elle est loyale et correcte.

4. Rôle des partenaires sociaux

Les récents événements chez Brussels Airlines, entre autres, ont montré douloureusement que des réformes économiques ne peuvent se faire sans

eerder een mozaïek van ideeën en standpunten, waarbij de grote landen elk een eigen strategie hebben los van een eventuele Europese strategie. De discussie heeft dan ook vaak als einddoel om het belang van de lidstaten te dienen, niet dat van de EU. Men kan zeggen dat de Benelux een gemeenschappelijke visie moet ontwikkelen, maar dan nog zal dit (te) licht wegen ten overstaan van de nationale belangen van Duitsland, Frankrijk, Italië of het Verenigd Koninkrijk.

De relaties met Rusland zijn complex. Ze moeten echter op een objectieve en gezonde manier blijven bestaan, ook al is dit moeilijk met president Poetin. Men moet blijven in dialoog gaan, ook al is men in Rusland niet echt enthousiast hierover en wil men vooral de eigen invloedssfeer uitbreiden.

2. Minimumlonen

Over deze problematiek is niet gesproken tijdens de Europese Raad. Het is echter wel een thema dat op de agenda staat, vooral in debatten en discussies binnen Duitsland.

3. Sociale dumping

Tijdens de Top te Parijs is de eerste minister sterk ingegaan tegen de sociale dumping in Europa. Het is onaanvaardbaar dat KMOs en kleine zelfstandigen massaal failliet gaan en in de werkloosheid terechtkomen omwille van een toestroom van gedetacheerde werknemers en schijnzelfstandigen uit het buitenland die hier een oneerlijke concurrentie aangaan omdat ze geen sociale bijdragen moeten betalen of de sociale wetgeving moeten naleven. Dit is vooral een probleem in België, Frankrijk en Nederland.

De voorzitter van de Europese Commissie heeft dit probleem voor het eerst sinds lang erkend en uitdrukkelijk gesteld dat hier een oplossing voor moet komen, weliswaar met het behoud van het vrij verkeer van werknemers.

De Belgische regering zal hierover in de komende weken een bijzondere Ministerraad organiseren om te bekijken wat de voorstellen ter zake kunnen zijn. Het is echter duidelijk dat concurrentie moet kunnen, zolang deze maar eerlijk en correct verloopt.

4. Rol van de sociale partners

Het is, ondermeer door de recente problemen bij Brussels Airlines, pijnlijk duidelijk geworden dat men het sociaal overleg niet kan overslaan als men

concertation sociale. On ne peut pas attendre des travailleurs qu'ils acceptent des mesures s'ils en ignorent la nature et les conséquences.

Au niveau européen, il est évident que le dialogue social ne pèse pas très lourd. Il incombe pourtant aux partenaires sociaux eux-mêmes de résoudre ce problème.

5. Fiscalité dans l'Union européenne

Le débat sur la fiscalité européenne, c'est un peu comme « *En attendant Godot* » : on en parle, mais on ne voit rien venir. Il est un fait que de nombreux États membres tirent profit du système actuel. Toutefois, il est particulièrement regrettable de ne faire aucun effort en vue d'une plus grande convergence.

6. Simplification administrative

Il est exact que l'on peut supprimer beaucoup de choses si on veut. Certains partis veulent toutefois profiter de l'occasion pour déréguler le marché. Mais il convient d'être particulièrement prudent à cet égard. Déréguler le marché dans le secteur de la sécurité alimentaire, dans le cadre du commerce électronique ou dans le secteur bancaire est, par exemple, tout sauf évident.

7. Aide financière de l'Union européenne en faveur de la Belgique

Grâce au dispositif « Garantie pour la jeunesse », la Belgique recevra 120 millions d'euros. La Belgique bénéficie également de moyens financiers supplémentaires par le biais des différents fonds européens. Enfin, une aide supplémentaire de 133 millions d'euros est prévue pour la Campine et le Bassin de Liège. Il appartiendra aux régions de définir l'affectation de ces moyens.

8. Dialogue avec les pays du Sud

Il est exact que le dialogue avec les pays du Sud de l'Europe se limite de plus en plus à une concertation de crise sur le Moyen-Orient. Il faut redynamiser le dialogue euro-méditerranéen. Cette zone géographique entretient des relations particulières avec l'Europe depuis plusieurs siècles déjà. Il faut dès lors entretenir ces relations.

economische hervormingen wil doorvoeren. Werknemers kunnen niet verwacht worden maatregelen te aanvaarden, als ze niet weten wat deze zijn en wat de gevolgen zijn.

Op Europees niveau is het duidelijk dat de Europese sociale dialoog bijzonder licht weegt. Het is echter aan de sociale partners zelf om dit op te lossen.

5. Fiscaliteit in de Europese Unie

Het debat over de Europese fiscaliteit is een beetje « *Wachten op Godot* » : men praat erover, maar men ziet niks. Het is een feit dat op dit ogenblik vele lidstaten een voordeel hebben bij het huidige systeem. Het is echter bijzonder jammer dat er geen enkele inspanning wordt gedaan om een beetje te convergeren.

6. Administratieve vereenvoudiging

Het is zo dat men veel kan schrappen als men wil. Sommige partijen willen echter deze beweging gebruiken om te dereguleren. Hier moet men echter bijzonder voorzichtig mee omgaan. Zo is deregulering is sectoren als voedselveiligheid, e-commerce of de bankensector absoluut geen evidentie.

7. Europese gelden voor België

België zal 120 miljoen euro kunnen putten uit de jeugdgarantie. Daarnaast zijn er de middelen die het land krijgt via de verschillende Europese fondsen. Ten slotte is er nog een 133 miljoen euro steun voorzien voor de Kempen en de Luikse Regio. Het is aan de gewesten om te bepalen hoe deze middelen gebruikt moeten worden.

8. Zuidelijke Dialoog

Het is correct dat de dialoog met de landen in het zuiden van Europa, meer en meer beperkt wordt tot een crisisoverleg over het Midden-Oosten. De dialoog met de landen rond de Middellandse Zee moet terug worden gerevitaliseerd. Dit gebied heeft al eeuwen bijzondere relaties met Europa. Men moet dan ook aan deze relaties blijven werken.

9. Protection des données

Un cadre législatif ne sera adopté qu'en 2015. C'est un grand pas en avant, surtout quand on sait que ce point ne faisait absolument pas l'unanimité au Conseil européen.

Les États-Unis sont et restent notre partenaire majeur, tant sur le plan commercial qu'en ce qui concerne les valeurs. La lutte qu'ils mènent contre le terrorisme est aussi la nôtre, mais elle ne saurait excuser la violation de notre vie privée. Cela reste toutefois un exercice d'équilibriste particulièrement délicat.

En ce qui concerne les services secrets, l'Allemagne et la France ont opté pour une concertation avec les États-Unis. La Belgique devrait faire de même.

10. Balance commerciale de l'Allemagne

C'est un vieux problème. L'accès au marché allemand est moins ouvert pour les biens provenant des autres États membres de l'Union européenne que ce n'est le cas dans l'autre sens. La Commission européenne a de réels pouvoirs en la matière. Elle peut contrôler les relations macroéconomiques au sein de l'Union européenne. Elle doit utiliser ces pouvoirs dans cette matière aussi.

11. Taxe sur les transactions financières (TTF)

Onze États membres ont marqué leur accord ainsi que le Parlement européen. Il est donc possible de recourir à la coopération renforcée dans ce domaine. Du reste, la Commission européenne a pris une initiative législative.

Il est cependant un fait que le *lobby* en faveur d'un *statu quo* exerce une pression terrible. Pourtant, une taxe sur les transactions financières est non seulement nécessaire pour des motifs de justice et d'équité, mais elle permet aussi de soutenir le budget européen et de compenser la perte au niveau des recettes publiques à la suite de la baisse des charges sociales sur le travail.

Les présidents-rapporteurs,

Philippe MAHOUX (S),
André FLAHAUT (CH).

9. Bescherming van gegevens

Pas in 2015 zal een wetgevend kader worden aangenomen. Dat is een hele stap vooruit, vooral als men weet dat er in de Europese Raad hierover absoluut geen gemeenschappelijk standpunt bestaat.

De Verenigde Staten zijn en blijven onze belangrijkste partner, zowel qua handel als qua waarden. De strijd tegen het terrorisme is ook de onze, maar men mag dit niet gebruiken als excuus om in te breken in ons privéleven. Het blijft echter een bijzonder moeilijke evenwichtsoefening.

Duitsland en Frankrijk hebben ervoor gekozen om op het niveau van de geheime diensten overleg te plegen met de Verenigde Staten. België zou dit ook moeten doen.

10. Handelsbalans van Duitsland

Dit is een oud probleem. De toegang tot de Duitse markt voor goederen uit andere Europese lidstaten is niet zo open als omgekeerd. De Europese Commissie heeft ter zake reële bevoegdheden. Zij kan de macro-economische verhoudingen in de EU controleren. Deze bevoegdheden dienen ook gebruikt te worden in deze materie.

11. Financiële transactietaks (FTT)

11 lidstaten hebben hun akkoord gegeven. Het Europees Parlement heeft ermee ingestemd. De versterkte samenwerking is in deze dus mogelijk. De Europese Commissie heeft overigens een wetgevend initiatief genomen.

Feit is echter dat de *lobby* om niets te doen verschrikkelijk is. Nochtans is een FTTniet enkel om redenen van rechtvaardigheid of billijkheid noodzakelijk, het kan de Europese begroting ondersteunen en het verlies aan staatsinkomsten compenseren ten gevolge van de verlaging van de sociale lasten op arbeid.

De voorzitters-rapporteurs,

Philippe MAHOUX (S),
André FLAHAUT (K).